

# Maghreb, quelles origines au racisme anti-Noirs ?

**DISCRIMINATIONS** La chasse aux migrants subsahariens dans les pays d'Afrique du Nord, encouragée par les régimes en place et par les politiques de l'Union européenne, révèle un racisme enraciné dans les sociétés.

**D**ans un discours qui fera date, le 21 février, le président tunisien Kaïs Saïed, prenant à son compte la théorie du grand remplacement, s'est attaqué aux migrants subsahariens, les traitant de « criminels » et les accusant de vouloir modifier la composition démographique de la Tunisie afin d'estomper son caractère « arabo-musulman ». La vague de violences contre ces migrants et les populations noires qui a suivi ces propos a révélé un substrat ancien de racisme, présent dans l'ensemble des pays du Maghreb. Il est exacerbé par les surenchères nationalistes et identitaires des pouvoirs en place. L'Europe forteresse, faisant de ces pays une base arrière de sa politique de verrouillage migratoire, nourrit ce climat de tensions et de haine.

## Pourquoi la charge du président tunisien contre les migrants subsahariens a-t-elle déclenché une montée de la haine ?

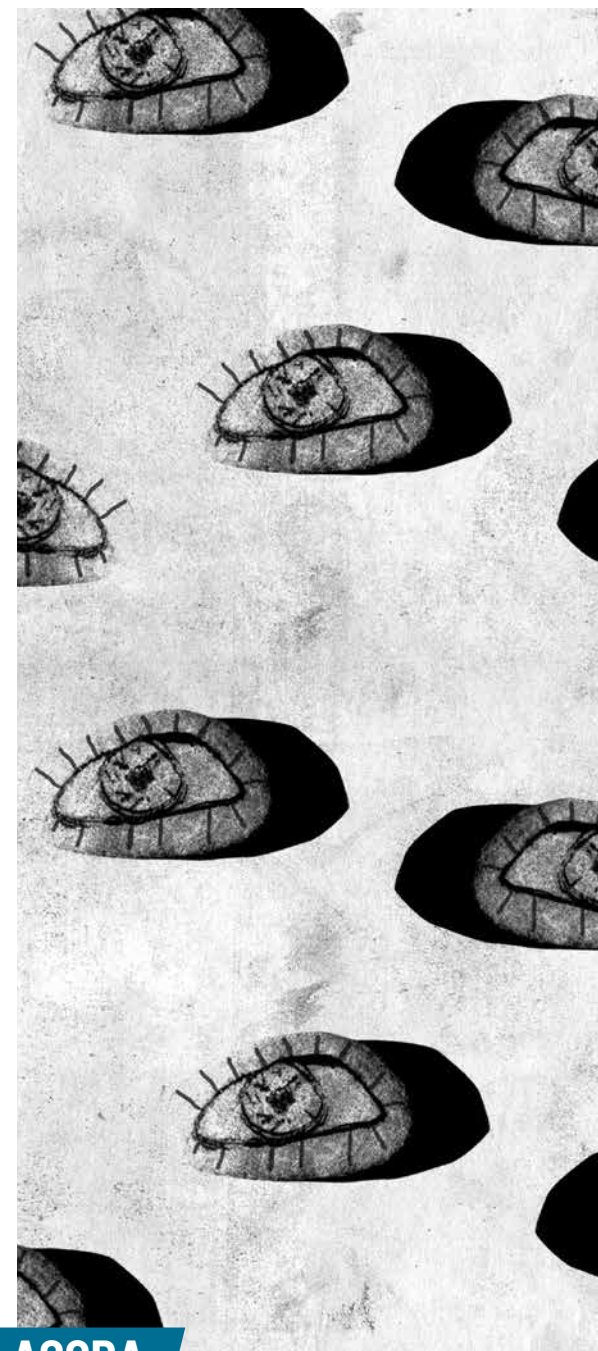
**Maha Abdelhamid** La Tunisie est en pleine crise politique et économique. L'inflation a atteint un niveau record et le pouvoir du président Kaïs Saïed cherche à se légitimer. Il agite la menace migratoire pour masquer les autres défis auxquels il n'arrive pas à faire face. Ce qui a aussi mis le feu aux poudres, c'est le Parti national tunisien, une petite formation qui a vu le jour en 2018 et qui a un discours ouvertement xénophobe. Elle agite le spectre d'un dessein d'épuration ethnique du Maghreb au profit des populations noires d'Afrique. Par ailleurs, en l'absence de politique migratoire et de dispositions administratives pour l'accueil des migrants africains, ces derniers se retrouvent, en Tunisie, en situation de vulnérabilité.

**Ali Bensaâd** En Algérie aussi, l'ancien premier ministre sous Bouteflika Ahmed Ouyahia avait surfé sur la vague raciste et l'avait attisée. Il avait déclaré que les ressortissants subsahariens étaient « sources de crimes, de drogue et de plusieurs fléaux ». Dans le contexte délétère de la fin de règne de Bouteflika et des luttes pour sa succession, la répression des migrants subsahariens avait connu un nouveau tournant brutal : des rafles à grande échelle avaient précédé, en décembre 2016, l'expulsion précipitée de milliers de personnes. Une campagne raciste lancée avec un hashtag (« Non aux Africains en Algérie ») avait libéré une expression raciste.

## Ces vagues racistes sont-elles révélatrices d'un phénomène ancien qui concerne l'ensemble des pays du Maghreb ?

**Ali Bensaâd** La xénophobie d'État et les flambées de racisme contre les ressortissants d'Afrique subsaharienne ne sont ni nouvelles ni circonscrites à la Tunisie. Elles concernent depuis au moins trois décennies tout le Maghreb. S'exerçant déjà contre les minorités maghrébines, dont les minorités noires, les manifestations de racisme s'ancrent dans des constructions identitaires nationales basées sur une fiction d'homogénéité ethnoculturelle et sur la phobie de toute diversité. Celle-ci étant perçue comme une menace à l'exercice politique totalitaire uniformisant.

**Chouki El Hamel** Les préjugés raciaux et le racisme ne sont pas des phénomènes modernes ou contemporains. Ils remontent à l'époque islamique et ottomane. En Tunisie, les gens asservis blancs se sont retrouvés dans la culture dominante, mais les asservis noirs se sont retrouvés en marge de la société. La culture du silence a permis de « supporter » un héritage ambigu, mais elle a construit une ambivalence chez les personnes mixtes « raciales » / ethniques ne revendiquant, de fait, que la blancheur. Au Maroc, de nombreuses dynasties telles que les Sa'dis (qui ont régné de 1550 à 1659 environ) et la dynastie alaouite



**AGORA**

(du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle) ont lié la « blancheur » à la légitimité politique et à la liberté.

## Peut-on dire que ce racisme trouve aussi ses racines dans l'esclavagisme et dans la traite ?

**Ali Bensaâd** La traite originaire du Sahel a fortement affecté la démographie maghrébine. Encore en 1920, au Maroc, la part des esclaves était estimée entre 2 et 7,5 % de la population. Une part essentielle des populations noires du Maghreb en est issue. En Algérie, qui en compterait pourtant le moins au Maghreb, celles-ci sont estimées à 8 % de la population totale (tout en représentant 75 % de la population dans les régions sahariennes).

**Chouki El Hamel** Durant l'expansion de l'islam, de nombreuses personnes parmi les populations conquises ont été réduites en esclavage. Les raids menés en Afrique de l'Ouest subsaharienne en vue de capturer des esclaves se sont intensifiés lorsque les réserves en esclaves et captifs de guerre provenant d'Europe ont commencé à décliner. Le Maroc particulièrement s'est tourné vers l'Afrique subsaharienne, le commerce des esclaves étant une entreprise très lucrative. L'interaction entre esclavage et racisme est clairement établie dans les archives et dans les sources historiques de l'époque médiévale et moderne. L'esclavage a été, dans toutes les sociétés nord-africaines, l'instrument



**MAHA ABDELHAMID**  
Militante antiraciste,  
politiste, cofondatrice  
du collectif  
Voix des femmes  
tunisiennes noires (1)



«Rien n'a été prévu au moment de l'abolition pour intégrer les Noirs dans la société.»

**ALI BENSAÂD**  
Géographe,  
professeur  
des universités



«La diversité est perçue comme une menace à l'exercice politique totalitaire.»

**CHOUKI EL HAMEL**  
Professeur agrégé  
d'histoire à l'université  
d'Arizona (2)



«L'interaction entre esclavage et racisme est établie dans les sources historiques.»

privilegié de la culture arabe hégémonique et du pouvoir d'État. Les Noirs au Maroc ont été marginalisés pendant des siècles du fait que la culture dominante marocaine définissait ce groupe marginalisé comme Abid (esclaves). **Maha Abdelhamid** Le Noir, quels que soient sa classe, son niveau d'instruction, porte sur sa peau le fardeau de l'esclavage de ses ancêtres. La Tunisie est africaine. Mais l'histoire est écrite par ceux qui ont le pouvoir, à savoir les Blancs. L'Afrique du Nord est considérée comme blanche. Lorsque, en 1846, Ahmed Bey décrète la fin de l'esclavage, quelques années après l'interdiction de la traite, la Tunisie devient le premier pays du monde arabo-musulman à défendre la cause abolitionniste. Mais cette décision était politique et non le fruit d'une prise de conscience sociale. Les Tunisiens noirs ont continué à subir le racisme.

**Cet héritage esclavagiste, non assumé dans les sociétés maghrébines, n'explique pas à lui seul le rejet des Noirs...**

**Maha Abdelhamid** Le racisme anti-Noirs est une réalité qui fait peur. Il est là mais on ne veut pas reconnaître qu'il existe pour ne pas abîmer l'image de la Tunisie. L'esclavage, fait historique, a été étouffé politiquement, conduisant les Noirs du Maghreb à évoluer dans les marges de la société. À tel point que personne, à l'intérieur du pays comme à l'étranger, ne semble avoir conscience de leur existence. La Tunisie n'assume pas vraiment son africanité. Nous-mêmes ne savions pas que nous étions africains. Géographiquement, nous sommes en Afrique, mais, idéologiquement et culturellement, on nous a inculqué que nous étions méditerranéens, arabes et musulmans. J'ai une tante qui parle de l'Afrique subsaharienne comme d'un univers lointain.

**Chouki El Hamel** Les Marocains noirs se perçoivent avant tout comme des Marocains musulmans et ne se perçoivent que secondairement comme participant à une tradition différente et/ou appartenant à un groupe ethnique ou linguistique spécifique, réel ou imaginaire. Pour les Noirs, cette identité islamique est le facteur déterminant dans leurs relations sociales avec les autres groupes ethniques.

**Maha Abdelhamid** Rien n'a été prévu au moment de l'abolition pour intégrer les Noirs dans la société. Ce qui explique la marginalisation et la pauvreté parmi la population noire, laquelle a donné lieu à la révolte des Tunisiens noirs au moment de la révolution de 2011. Rappelons qu'il y a des codes dans les sociétés maghrébines qui font par exemple que certains postes clés ne sont pas accessibles aux Noirs, même si aucune loi ne l'édicte.

**Chouki El Hamel** Le refus d'admettre le rôle fondamental que l'Afrique du Nord a joué dans l'esclavage des Africains noirs est un obstacle pour en comprendre l'héritage et les impacts actuels. Le racisme est une expérience vécue réelle pour les gens qui ont subi ces violences dans l'histoire du Maroc. Les livres d'histoire du Maroc contiennent des représentations négatives récurrentes des Noirs, celles d'un peuple différent possédant des coutumes inférieures. Cela a contribué à produire une image dépréciée des Noirs. La migration subsaharienne récente a montré à quel point les attitudes racistes sont profondément enracinées dans la culture marocaine.

**Le fait que la Tunisie a connu une immigration provenant d'élites africaines n'empêche-t-il pas ces attitudes ?**

**Maha Abdelhamid** Les migrants subsahariens ont toujours subi du racisme en Tunisie, particulièrement en 2003 lorsque la Banque africaine de développement (BAD) a établi son siège dans la capitale avec en majorité une immigration de cadres diplômés habitant les quartiers résidentiels, touchant 20 fois le smic d'un Tunisien. Malgré cela, ils ont subi du racisme. Ce fut pareil dans les années 1970 avec l'arrivée relativement massive d'étudiants d'Afrique de l'Ouest venus se former dans les établissements publics tunisiens. Ce mouvement s'est amplifié à partir des années 1990, quand l'ancien président Ben Ali a favorisé l'ouverture d'universités privées visant les catégories sociales moyennes supérieures, ■■■

/// voire aisées. L'immigration irrégulière était très marginale, vu le verrouillage sécuritaire important du pays sous Ben Ali.

**On parle d'omerta, voire de déni au sujet de l'esclavagisme et du racisme. Pourquoi sont-ils des sujets tabous tant dans les sociétés que dans les historiographies ?**

**Ali Bensaâd** Refoulée, la question des minorités noires fait toujours l'objet d'une omerta. L'onde de choc du racisme contre les Subsahariens a révélé celui subi depuis des siècles par les communautés noires du Maghreb. Au-delà de celles-ci, il a mis au jour l'ambiguïté de constructions identitaires qui ont autorisé et légitimé le rejet de l'autre au sein même des communautés nationales, et fait du mythe de l'homogénéité des populations un tabou intouchable.

**Maha Abdelhamid** La question raciale n'a jamais été posée sur la place publique. Très peu de recherches et de publications existent sur le passé esclavagiste du pays. La production littéraire sur le sujet est très précaire. Cette histoire n'a pas été écrite, elle s'est transmise grâce à la mémoire orale. Le Noir tunisien, dans l'imaginaire populaire, reste associé à l'esclavage. Il est triste de constater que les Noirs subsahariens ont fui l'esclavagisme en Libye pour subir le racisme en Tunisie ! La prochaine bataille devra se jouer sur le terrain de l'université, car, hormis les travaux remarquables de Salah Trabelsi et d'Inès Mrad Dali, la question des Noirs et de l'esclavage reste le parent pauvre dans la recherche en sciences sociales en Tunisie.

**Chouki El Hamel** Si ces questions restent en grande partie un sujet tabou dans le monde arabe, plusieurs chercheurs y travaillent ces dernières décennies, tels que Bouazza Benachir, Bruce Hall et moi-même. Un travail académique sérieux est fait pour restaurer le rôle oublié des peuples « noirs » et pour comprendre leur statut social marginalisé, expliquer les conditions sociales d'oppression, identifier les responsabilités. Les programmes scolaires et les grands médias arabes n'ont pas encore rejoint cet effort académique.

**En quoi l'autoritarisme des régimes en place exacerbant repli identitaire et nationalisme nourrit-il cette résurgence ?**

**Ali Bensaâd** Les Subsahariens ne sont que le détonateur. L'explosif, c'est un Maghreb miné par des décennies de monolithisme culturel et religieux, de promotion de l'uniformité et d'intolérance à toute diversité au sein de la société. Un Maghreb engagé dans une course à la « pureté », combattant l'identité amazighe, niant les communautés noires, marginalisant l'ibadisme (un courant minoritaire de l'islam), évacuant des mémoires la présence juive et muselant toute revendication de citoyenneté, qualifiée de sédition (fitna). Une course qui s'est transformée en guerre de tous contre tous et s'est parfois terminée en bain de sang, comme en Algérie. Récurrente, la répression contre les migrants subsahariens connaît des pics dans les moments de raidissement autoritaire, où elle sert d'abord à renforcer l'emprise du pouvoir sur les sociétés maghrébines elles-mêmes.

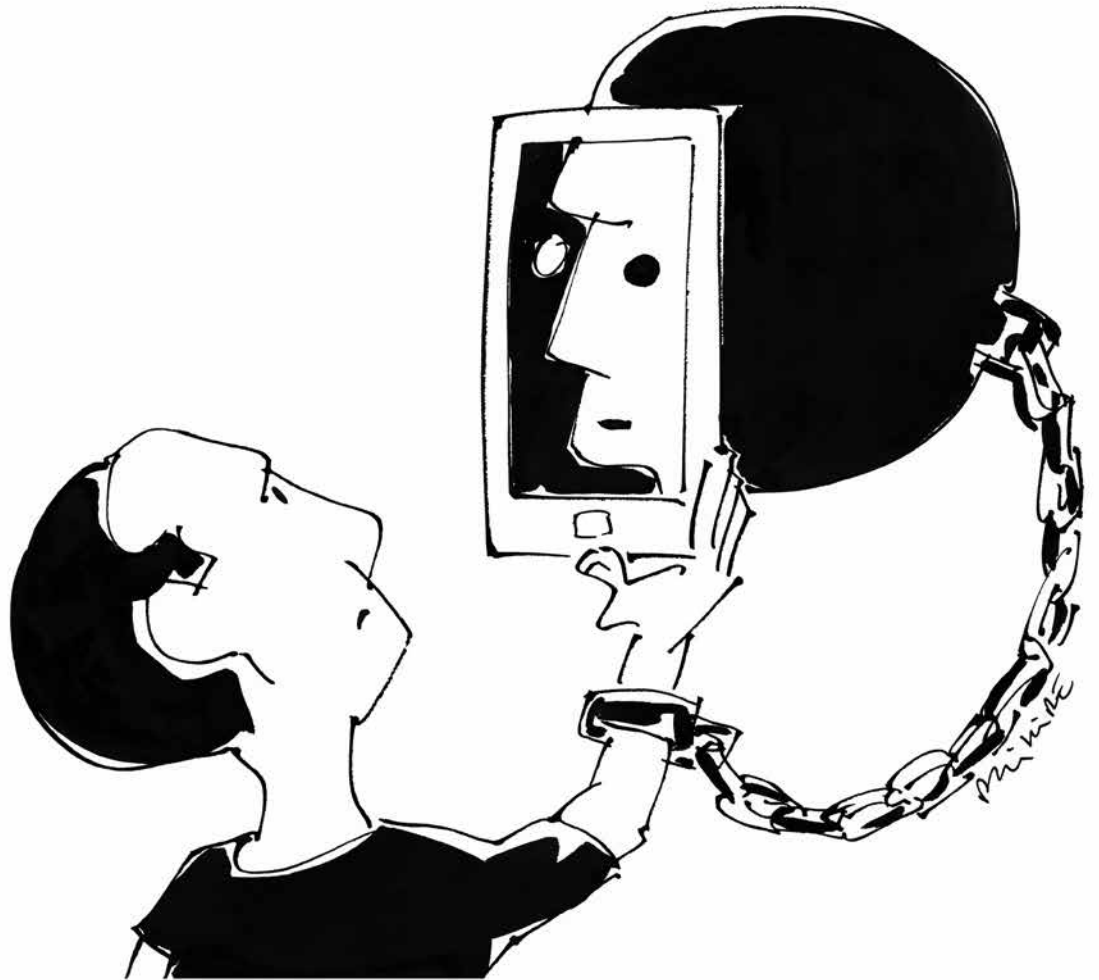
**Peut-on voir aussi, dans ces crispations et tensions, une responsabilité de l'UE, qui fait du Maghreb sa base arrière d'une politique de verrouillage migratoire ?**

**Maha Abdelhamid** Les pays de l'UE sont les principaux acteurs de cette crise. Ils subventionnent nos pays pour qu'ils empêchent les Subsahariens, qui fuient les guerres, les dictatures, la misère, la sécheresse, de franchir les frontières européennes. Mais les migrants ne font que suivre les richesses qui ont été pillées par les anciens colonisateurs et qui continuent de l'être par les multinationales. ■

TABLE RONDE RÉALISÉE PAR LATIFA MADANI

(1) Autrice d'Être noir, ce n'est pas une question de couleur (Nirvana, 2017).

(2) Auteur du Maroc noir. Une histoire de l'esclavage, de la race et de l'islam (La Croisée des chemins, 2019).



## La lutte contre la précarité, sans condition

**D**ix-huit départements de France (dont un d'outre-mer) vont expérimenter prochainement le revenu de solidarité active (RSA) conditionné, 15 à 20 heures d'activité par semaine avec une insertion en entreprise, une formation ou du bénévolat. Cette réforme s'inscrit dans un cadre plus global, celui de la réforme du service public de l'emploi avec la création de France Travail et le conditionnement du RSA, comme cela a déjà été le cas pour le contrat d'engagement.

Rien à donner sans contrepartie. Rien à attribuer sans manifester sa volonté de s'insérer d'une manière ou d'une autre dans la vie active. Tout faire porter sur l'individu, responsable de sa situation.

Le département de Seine-Saint-Denis vient, lui, de claquer la porte de l'expérimentation, échaudé par le flou qui entoure la question de l'accompagnement et surtout la stigmatisation des bénéficiaires, souvent

accusés « d'empocher » l'allocation sans manifester d'intérêt majeur à reprendre le travail. C'est d'ailleurs dans notre département, le Nord, l'antienne reprise par son président, se félicitant de la baisse des allocataires et soulignant son appétit

**OLIVIER CAREMELLE**  
Maire PS de Lomme, commune associée à Lille, et conseiller départemental du Nord

à remettre à l'emploi celles et ceux qui, « quand même, touchent une aide et devraient s'en souvenir et la mériter ».

La baisse du nombre d'allocataires du RSA, dans le Nord, ces derniers

mois, préfigurerait ainsi la tendance d'une politique nationale et départementale mêlée dans laquelle le retour à l'emploi serait inéluctable pour tous. Vue de l'esprit... Comme si le profil de chaque personne était conditionné par sa responsabilité de retrouver, coûte que coûte, du travail et par sa culpabilité de rester au chômage.

C'est admettre que les freins à l'emploi, niveaux de diplôme, de formation, d'insertion, ne sont que des circonstances à peine atténuantes.

Dans le même temps, le gouvernement, par l'intermédiaire du ministre des Solidarités, Jean-Christophe Combe, vient de lancer un appel à

projet à destination des collectivités pour candidater au « territoire zéro non-recours (TZNR) ». L'expérimentation

visé à repérer les « invisibles » qui échappent à leurs droits, en allant vers eux de manière positive.

De nombreuses études soulignent l'importance du non-recours pour nombre de nos concitoyens : 34 % pour le RSA, 50 % pour le minimum

**TRIBUNE**